



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Commune de Clapiers - Retrait de la commune du périmètre du syndicat des eaux Garrigues Campagne et intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est simplement substituée à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Genies des Mourgues au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) qui conduit l'exercice de la compétence à travers un contrat de délégation de service public confié à la société Véolia-RUAS, contrat qui arrive à échéance cette année.

Par délibération en date du 8 février 2021, le Conseil municipal de Clapiers a rappelé l'enjeu majeur que constitue la gestion du service public de l'eau et son attachement à ce que la gestion de ce bien commun relève d'une gestion écologique, économe et transparente.

Ainsi, le Conseil municipal sollicite Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice de la compétence eau potable, pour la mise à l'étude de la possibilité pour le service de distribution d'eau potable de Clapiers de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune est actuellement alimentée très majoritairement par le captage de la Crouzette situé sur la commune de Castelnau-le-Lez et propriété du SMGC.

Une étude sera ainsi réalisée en concertation avec le Syndicat sur la faisabilité technique, patrimoniale et financière d'un tel retrait et sur les conditions de continuité d'alimentation en eau de la commune.

Si l'opportunité est démontrée par cette étude, le Conseil de Métropole sera alors sollicité pour délibérer sur la demande de retrait.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la volonté de la commune de Clapiers exprimée par délibération de son Conseil municipal de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence eau potable ;
- de mettre à l'étude cette possibilité et de solliciter officiellement en ce sens le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157006-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.